

1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

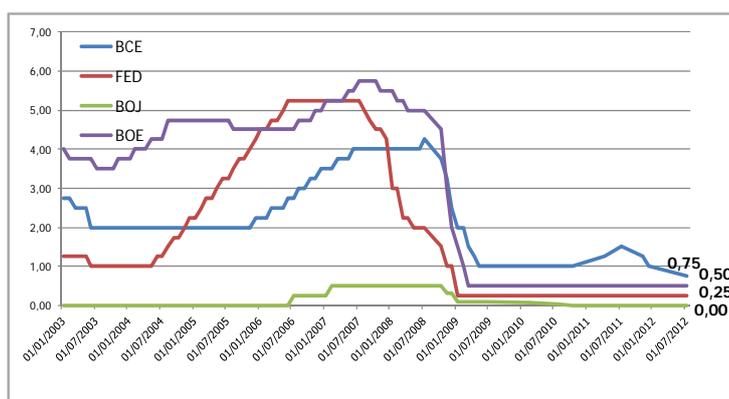
Lors de sa réunion du 8 novembre 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser ses taux directeurs inchangés. M. Draghi, Président de la BCE a déclaré lors de sa conférence de presse « qu'en raison des prix élevés de l'énergie et des augmentations de la fiscalité indirecte opérées dans certains pays de la zone euro, les taux d'inflation devraient rester supérieurs à 2 % jusqu'à fin 2012. Ils devraient revenir par la suite en deçà de ce niveau au cours de l'année prochaine. (...). L'activité économique devrait demeurer faible dans la zone euro, mais elle continue d'être soutenue par l'orientation de notre politique monétaire et la confiance des marchés financiers s'est nettement améliorée à la suite de nos décisions concernant les opérations monétaires sur titres (OMT). Dans le même temps, le nécessaire processus d'ajustement des bilans dans de larges parties des secteurs financier et non financier ainsi qu'une incertitude élevée continuent de peser sur les perspectives économiques ». Le Président de la BCE a annoncé l'introduction d'une deuxième série de billets en euros, la série « Europe » avec une mise en circulation, en mai 2013, de la coupure de 5 euros.

M. Draghi a également précisé que le Conseil des gouverneurs a pris note des conclusions du Conseil européen sur l'achèvement de l'Union économique et monétaire qui ont été adoptées le 18 octobre 2012 et a salué les mesures en faveur d'un cadre financier intégré.

La Fed maintient le statu quo monétaire

Le Comité monétaire de la Fed a maintenu, le 24 octobre 2012, son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Dans son communiqué, la Fed observe que l'économie a continué à croître à un rythme modéré et que l'inflation a récemment accéléré en raison de la hausse des prix de l'énergie. Au troisième trimestre 2012, le PIB américain a progressé de 2 % en rythme annualisé par rapport au deuxième trimestre.

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'établit à 3 057 900 fin septembre 2012, soit une hausse de 1,6 % sur un mois en données CVS-CJO (+46 900 personnes). Sur un an, il croît de 10,1 % (+11,3 % pour les hommes et +8,7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 17,5 %.

Légère hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est de 11,6 % en septembre 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à août. Il était de 10,3 % en septembre 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,6 % en septembre 2012. Il était de 9,8 % en septembre 2011.

Inflation

Baisse des prix en France au mois de septembre

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,3 % en septembre 2012 ; sur un an, il croît de 1,8 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,2 % en glissement annuel.

Baisse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,5 % en octobre 2012, en baisse de 0,1 point par rapport à septembre.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et met en place un nouvel assouplissement quantitatif

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 octobre 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé d'augmenter son programme d'achats d'actifs de 11 000 milliards de yens (106 milliards d'euros) pour le porter de 91 000 milliards de yens (877 milliards d'euros). Le programme de soutien aux prêts est désormais sans plafond. Dans une déclaration commune avec le gouvernement, la BoJ indique qu'elle veut « rendre les conditions de circulations de l'argent plus fluide pour les entreprises comme pour les ménages, mettre fin à la déflation et revenir sur la voie d'une croissance durable ». La BoJ a également revu à la baisse ses prévisions de croissance à 1,5 % pour l'année budgétaire 2012 contre 2,2 % lors d'une précédente estimation et à 1,6 % pour 2013 contre 1,7 %. En septembre 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 4,1 % sur un mois et de 8,1 % sur un an, les prix à la consommation, hors énergie et alimentation ont baissé de 0,1 % sur un mois et de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,9 % sur un an.

Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, stable par rapport à août. En septembre 2012, les exportations ont reculé de 10,3 % sur un an et les importations ont crû de 4,1 %.

Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros.

Ralentissement relatif de la croissance en Chine

Au troisième trimestre 2012, le PIB chinois a progressé de 7,4 % sur un an. Sur les trois premiers de 2012, le PIB a cru de 7,7 % par rapport à la même période de 2011. Au mois de septembre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,2 % en glissement annuel. L'indice de prix à la consommation a augmenté de 1,9 %. En septembre 2012, les exportations ont progressé de 9,9 % sur un an et les importations de 2,4 %.

L'excédent commercial s'élève 27,7 milliards de dollars.

Fin septembre 2012, les réserves de change de la Chine ont atteint 3 290 milliards de dollars, en hausse de 2,8 % sur un an.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme

Groupe d'action financière (GAFI)

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 17 au 19 octobre 2012, le GAFI a pris d'importantes mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive en publiant divers documents, notamment des actualisations des meilleures pratiques.

Ces différents documents ainsi que le rapport annuel 2011-2012 sont disponibles en téléchargement sur : www.fatf-gafi.org.

Actualité bancaire

Supervision bancaire intégrée

Lors du Conseil européen des 18 et 19 octobre 2012, il a été convenu que le cadre législatif relatif au mécanisme de surveillance unique (MSU) devrait être adopté d'ici le 1^{er} janvier 2013 et que le MSU sera opérationnel dans le courant de l'année 2013. Il a été également convenu que le processus devant mener à une union économique et monétaire plus intégrée devra s'appuyer sur le cadre institutionnel et juridique de l'Union européenne et être caractérisé par l'ouverture et la transparence à l'égard des Etats membres qui n'adhèrent pas à l'euro, ainsi que le respect de l'intégrité du marché unique.

Le Conseil a également examiné la mise en œuvre du pacte pour la croissance et pour l'emploi.

Crédit immobilier et prêt viager hypothécaire

Le décret n° 2012-1195 du 26 octobre 2012 portant extension des dispositions relatives au crédit immobilier et au prêt viager hypothécaire en Nouvelle-Calédonie, et en Polynésie française et aux services financiers à distance dans ces collectivités et à Wallis-et-Futuna a été publié au JORF du 28 octobre 2012.

Regroupements de crédits

Le décret n° 2012-1159 du 17 octobre 2012 relatif à l'information de l'emprunteur lors de la conclusion d'opérations de regroupement de crédits a été publié au JORF du 19 octobre 2012.

Banque publique d'investissement (BPI)

Le projet de loi relatif à la création de la BPI a été présenté en Conseil des ministres du 17 octobre 2012 et déposé le jour même à l'Assemblée nationale pour être examiné selon la procédure accélérée. Le texte du projet de loi est disponible en téléchargement sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/14/pdf/projets/pl0298.pdf>

Outre-mer

Crédits de la mission Outre-mer et défiscalisation du logement social en Outre-mer

1 – L'Assemblée nationale a adopté le 7 novembre 2012 les crédits de la mission Outre-mer qui s'élèvent à 2,2 milliards d'euros en autorisations d'engagement (+4,5 %) et 2 milliards d'euros en crédits de paiement (+5 %). Ce budget s'articule autour de quatre priorités : le logement social et l'amélioration de l'habitat, l'investissement public, la jeunesse et l'insertion professionnelle, l'emploi.

2 - La commission des finances du Sénat a adopté le rapport de contrôle budgétaire sur la défiscalisation du logement social en Outre-mer de MM. Gorges Patient et Eric Doligé. Ce rapport dresse un premier bilan de ce dispositif spécifique, mis en place par la loi du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer. Il évalue son efficacité, son apport au financement du logement social, ses résultats en termes de logements construits et son coût pour les finances publiques.

Les rapporteurs constatent une augmentation significative des logements mis en chantier, qui tend à montrer que la réforme a atteint ses objectifs et émettent cinq propositions et recommandations :

- améliorer le fonctionnement de la procédure d'agrément,
- clarifier les règles de cumul de la ligne budgétaire unique et de l'aide fiscale,
- adapter l'offre de logement à la demande réelle,
- améliorer la connaissance de la demande de logement outre-mer,
- mobiliser la ressource foncière.

Le rapport est disponible en téléchargement sur : <http://www.senat.fr/rap/r12-0481.pdf>

2 – Actualité régionale

La BoJ maintient le statu quo monétaire et adopte un quatrième programme d'assouplissement quantitatif

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 30 octobre de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 1 %. Le Comité a également décidé d'augmenter son programme d'achats d'actifs de 11 000 milliards de yens (106 milliards d'euros) pour le porter de 91 000 milliards de yens (877 milliards d'euros). Le programme de soutien aux prêts est désormais sans plafond. Dans une déclaration commune avec le gouvernement, la BoJ indique qu'elle veut « rendre les conditions de circulation de l'argent plus fluide pour les entreprises comme pour les ménages, mettre fin à la déflation et revenir sur la voie d'une croissance durable ». La BoJ a également revu à la baisse ses prévisions de croissance à 1,5 % pour l'année budgétaire 2012 contre 2,2 % lors d'une précédente estimation et à 1,6 % pour 2013 contre 1,7 %.

En septembre 2012, la production industrielle du Japon a reculé de 4,1 % sur un mois et de 8,1 % sur un an, les prix à la consommation, hors énergie et alimentation ont baissé de 0,1 % sur un mois et de 0,6 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages sont en baisse de 0,9 % sur un an. Le taux de chômage est estimé à 4,2 %, stable par rapport à août. En septembre 2012, les exportations ont reculé de 10,3 % sur un an et les importations ont crû de 4,1 %. Le déficit commercial a atteint 5,4 milliards d'euros.

Ralentissement relatif de la croissance en Chine

Au troisième trimestre 2012, le PIB chinois a progressé de 7,4 % sur un an. Sur les trois premiers de 2012, le PIB a cru de 7,7 % par rapport à la même période de 2011. Au mois de septembre 2012, la production industrielle a augmenté de 9,2 % en glissement annuel. L'indice de prix à la consommation a augmenté de 1,9 %. En septembre 2012, les exportations ont progressé de 9,9 % sur un an et les importations de 2,4 %. L'excédent commercial s'élève à 27,7 milliards de dollars. Fin septembre 2012, les réserves de change de la Chine ont atteint 3 290 milliards de dollars, en hausse de 2,8 % sur un an.

Australie : hausse des prix de l'énergie suite à l'introduction de la taxe carbone

Au 3^e trimestre l'indice des prix à la consommation australien a augmenté de 1,4 % par rapport au trimestre précédent et de 2,0 % en glissement annuel. Il s'agit de la hausse trimestrielle la plus marquée depuis le 2^e trimestre 2011. Cette progression a été essentiellement tirée par la flambée des prix de l'électricité (+15,3 %), du gaz et autres combustibles domestiques (+14,2 %) et modérée par la baisse du prix du carburant automobile (-3,9 %). La progression des prix de l'énergie découle de la mise en place, depuis le 1^{er} juin 2012, d'une taxe carbone de 23 \$AU la tonne de GES émise. La Banque Centrale australienne a décidé, le 7 novembre, de laisser son taux directeur inchangé à 3,25 %, après la baisse de 0,25 point du mois précédent.

Ralentissement de la hausse des prix en Nouvelle-Zélande

Une légère hausse (+0,3 %) de l'indice des prix à la consommation a été enregistrée au cours du 3^e trimestre. La progression des prix concerne surtout les produits alimentaires (+1,1 %), reflétant le coût plus élevé des produits saisonniers (légumes). Sur l'année, l'indice des prix a augmenté de 0,8 %, soit la plus faible évolution depuis 1999. En revanche, l'indice de coût du travail et les salaires ont augmenté de 1,9 % en base annuelle. Le taux de chômage ressort également en progression par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 7,3 % (+0,5 point). Le taux directeur fixé par la Banque Centrale néo-zélandaise au 25 octobre demeure inchangé à 2,50 %.



3 – Brèves économiques locales

Adoption du projet de loi sur l'accès au complément retraite de solidarité (CRS)

Le Congrès a adopté le 15 octobre le projet de loi du pays portant sur un assouplissement du complément retraite de solidarité (CRS). L'amendement retenu étend le bénéfice du CRS aux personnes de moins de 60 ans ayant liquidé leur retraite avant novembre 2012 et constitué leur dossier auprès de la Cafat avant le 31 mars 2013. Après cette date, l'accès au CRS ne sera à nouveau réservé qu'aux retraités ayant cotisé jusqu'à 60 ans.

Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole

L'étude « Comparaison des prix entre la Nouvelle-Calédonie et la métropole », pilotée par l'Isee dans le cadre du partenariat interinstitutionnel CEROM, est le résultat d'une vaste enquête engagée en 2010 dans l'ensemble des départements d'Outre-mer, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie. L'étude a pour objectif de mesurer le différentiel de prix à la consommation pour un panier de biens et de services. En 2010, les prix en Nouvelle-Calédonie sont globalement 34 % plus élevés qu'en métropole. L'écart des prix avec la métropole est voisin de celui enregistré en Polynésie française. Il est en revanche largement supérieur à celui observé dans les DOM. Un ménage métropolitain qui conserverait ses habitudes de consommation verrait ses dépenses augmenter de 49 % s'il achetait les mêmes produits et services en Nouvelle-Calédonie. À l'inverse, les Calédoniens économiseraient 17 % sur leur panier s'ils consommaient en métropole. Les différences de prix sont particulièrement marquées pour les produits alimentaires. Ces travaux ont fait l'objet d'une présentation aux Commissions « Vie chère » du Congrès de Nouvelle-Calédonie, le 31 octobre. Les résultats sont disponibles sur le site internet du partenariat CEROM (cerom-outremer.fr).

Eramet et STCPI renouvellent leur pacte d'actionnaires au sein de la SLN

La Société Territoriale Calédonienne de Participation Industrielle (STCPI) et Eramet ont décidé d'un commun accord de reconduire leur actionariat au sein de la Société Le Nickel (SLN) pour une nouvelle période allant jusqu'au 31 décembre 2013. La STCPI possède depuis mi-2007, 34 % du capital de la SLN, aux côtés d'Eramet (56 %) et du client japonais Nisshin Steel (10 %).

GLP et Hilton Worldwide signent un accord de franchise

Le Groupe La Promenade et la chaîne hôtelière internationale Hilton viennent de signer un accord de partenariat pour l'ouverture à Nouméa, mi-2013, du premier hôtel sous l'enseigne Hilton. La résidence La Promenade deviendra ainsi désormais « Hilton Nouméa La Promenade Résidence ». Le groupe GLP investira 200 millions de F.CFP dans la résidence, qui compte déjà 154 appartements, afin qu'elle puisse répondre aux standards internationaux fixés par Hilton. Cette nouvelle franchise s'adresse à la clientèle d'affaires et de luxe.

L'Etat, l'ADEME et la province Sud poursuivent leur effort pour la modernisation de la gestion des déchets

Les représentants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) en Nouvelle-Calédonie, de la province Sud et de l'Etat ont signé le 12 octobre à la déchetterie de Boulouparis la convention fixant les actions qui seront mises en place dans le cadre du partenariat pour la modernisation de la gestion des déchets. La convention signée porte sur un montant de 180 millions en 2012, dans le cadre d'un engagement de 980 millions de F.CFP sur la période 2011-2015. Un précédent partenariat engagé en 2000 avait permis l'ouverture de quatre déchetteries (Boulouparis, Bourail, La Foa et Thio). La nouvelle phase prévoit la fermeture et la réhabilitation progressive des décharges brutes. Sept sites ont été notamment retenus pour être réhabilités : Boulouparis, Tontouta, La Foa, Sarraméa, Moindou, Bourail et Thio. Parallèlement, l'accord prévoit notamment la finalisation de la mise en place d'une nouvelle filière de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), la promotion du compostage et la mise en place d'actions de prévention et de formation.

La SIC récompensée par le label européen Discerno

La Société Immobilière de Nouvelle-Calédonie (SIC) a reçu le 14 novembre du Parlement Européen le label européen Discerno, lancé en 2008 par le Centre Européen des Entreprises à Participation Publique (CEEP), pour son engagement sur le champ de la responsabilité sociale et environnementale d'entreprise (RSE). La SIC avait été déjà récompensée en 2009 pour la qualité environnementale de ses bâtiments.

Publication

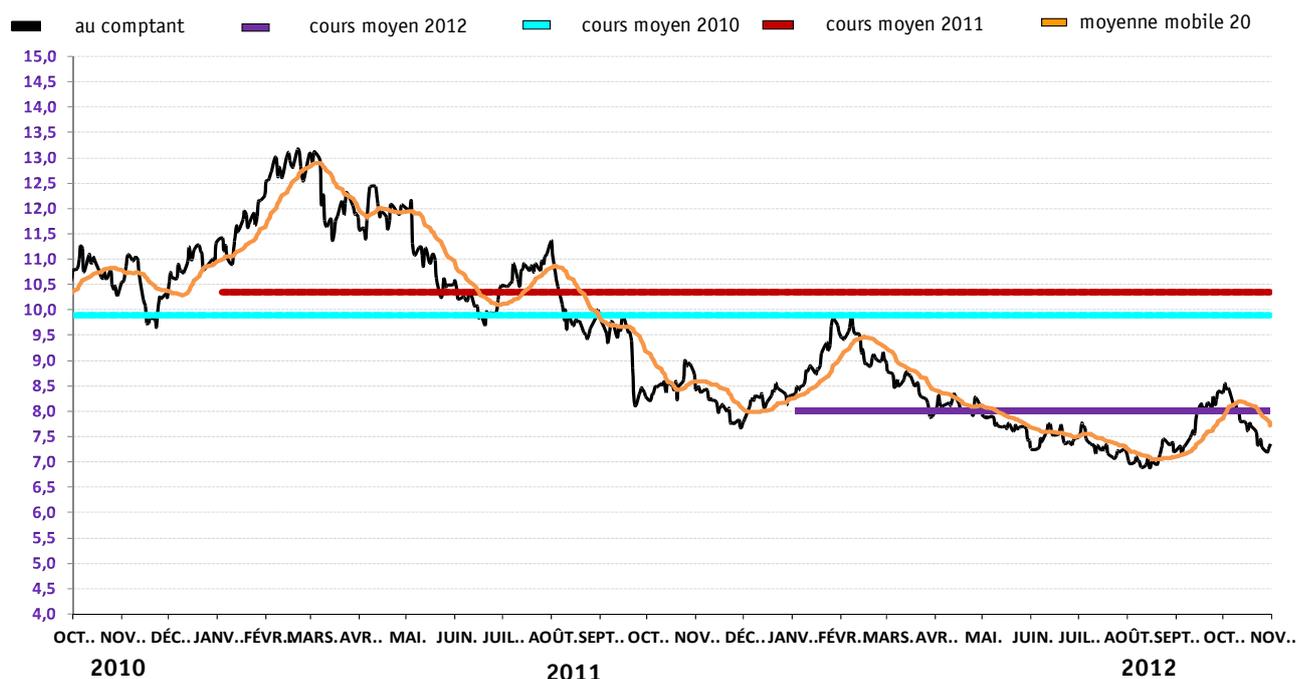
L'IEOM vient de publier la note expresse « Panorama de la Nouvelle-Calédonie », en français et anglais, disponible en téléchargement gratuit : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-portrait-136/panorama-de-la-nouvelle-caledonie-1181.html>

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			oct.-12	103,7	-0,2%	1,5%
Nombre de demandeurs d'emploi			sept.-12	5 479	-11,3%	-17,0%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	sept.-12	9 316	-11,2%	-16,9%	
	cumulées	sept.-12	90 862	-	-15,0%	
Importations	mensuelles	sept.-12	25 230	4,7%	-15,2%	
	cumulées	sept.-12	227 571	-	-5,6%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			oct.-12	7,82	0,2%	-8,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			oct.-12	719	-0,5%	-3,4%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	sept.-12	298	-41,8%	-48,4%	
	cumulées	sept.-12	3 152	-	3,7%	
• Exportations de produits métallurgiques (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	sept.-12	4 368	-12,2%	-9,5%	
	cumulées	sept.-12	46 500	-	5,3%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	sept.-12	9 797	13,5%	-3,5%	
	cumulés	sept.-12	78 433	-	0,9%	
• Nuitées	mensuels	juil.-12	53 401	15,3%	-4,7%	
	cumulés	juil.-12	361 346	-	1,2%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa			juil.-12	58,60%	+ 5,0 pt	+ 1,4 pt
• Croisiéristes			juin-12	144 528	-	19,9%
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	11 588	11,9%	-2,9%	
	cumulées	oct.-12	103 173	-	-16,9%	
• Index BT 21 (p)			sept.-12	146,19	0,3%	5,0%
• IRL (p)			sept.-12	116,54	0,3%	3,1%
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	oct.-12	39	44,4%	178,6%	
	cumulées	oct.-12	817	-	16,9%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	oct.-12	55	52,8%	161,9%	
	cumulées	oct.-12	1 145	-	14,4%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	oct.-12	626	32,3%	10,6%	
	cumulées	oct.-12	6 300	-	0,1%	

Sources : ISEE, IDCNC, Service des Mines

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	sept.-10	sept.-11	sept.-12	var 11/10	var 12/11
Circulation fiduciaire	13 659	14 809	16 117	8,4%	8,8%
Dépôts à vue	218 384	229 322	239 257	5,0%	4,3%
Total M1	232 043	244 131	255 374	5,2%	4,6%
M2-M1	90 541	99 747	103 660	10,2%	3,9%
Total M3	493 461	521 091	561 704	5,6%	7,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-10	juin-11	juin-12	var 11/10	var 12/11
Entreprises	388 969	409 555	435 712	5,3%	6,4%
Ménages	343 803	371 959	395 785	8,2%	6,4%
Collectivités locales	46 589	47 887	54 132	2,8%	13,0%
Autres agents de CCB non ventilés	11 228	14 332	14 771	27,6%	3,1%
Total encours sain	790 590	843 732	900 400	6,7%	6,7%
Créances douteuses brutes	15 898	18 769	19 741	18,1%	5,2%
Total encours brut	806 488	862 501	920 141	6,9%	6,7%

Interdits bancaires

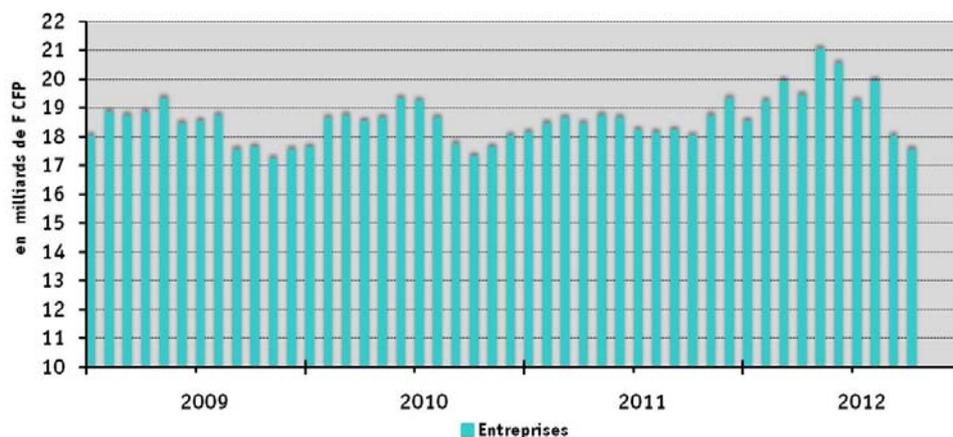
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	oct.-12	7 047	0,1%	11,9%
	dont personnes physiques	oct.-12	6 273	0,1%	12,1%
	dont personnes morales	oct.-12	774	-0,4%	10,7%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	oct.-12	15 215	1,0%	8,0%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	oct.-12	5 026	1,2%	22,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	oct.-12	17,5	-2,4%	-2,5%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	Var .
Indice des prix à la consommation	oct	102,21	103,70	1,5%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	53 016	55 917	5,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	46 591	49 854	7,0%
créations d'entreprises	sept	3 985	3 917	-1,7%
cessations d'entreprises (p)	sept	2 210	2 273	2,9%
liquidations judiciaires (nb)	sept	85	100	17,6%
redressements judiciaires (nb)	sept	63	86	36,5%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	sept	702	777	10,7%
ventes de ciment local (tonnes)	oct	122 012	103 128	-15,5%
importations de ciment (tonnes)	oct	2 088	45	-97,8%
total ciment (tonnes)	oct	124 099	103 173	-16,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	sept	22 456	25 091	11,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	sept	6 204	5 731	-7,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	oct	3 659	3 178	-13,1%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	88 023	88 166	0,2%
dont secteur privé	juin	63 873	63 488	-0,6%
dont secteur public	juin	24 150	24 678	2,2%
demandes d'emploi de fin de mois	sept	6 598	5 479	-17,0%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	sept	7 150	6 059	-15,3%
chômeurs indemnisés	août	1 742	1 861	6,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	oct	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	sept	5 559	6 266	12,7%
décisions retraits cartes bancaires	sept	2 201	2 542	15,5%
incidents paiements sur chèques	sept	19 727	26 581	34,7%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	oct	6 294	6 300	0,1%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	sept	12 771	13 053	2,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	15 494	17 268	11,5%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 396	8 358	-0,5%
Echanges				
nombre de touristes	sept	77 705	78 433	0,9%
nombre de croisiéristes	juin	111 338	144 528	29,8%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	juil	57,9%	56,9%	-1,0 pt
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	oct	10,83	8,01	-26,0%
cours du nickel au LME en \$/lb	oct	8,56	7,82	-8,7%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	sept	3 040	3 152	3,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	sept	17 566	16 363	-6,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	sept	45 416	46 748	2,9%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	sept	81 238	66 140	-18,6%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	sept	685	778	13,6%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	sept	980	1 090	11,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	sept	99 784	83 594	-16,2%
part de ces produits dans le total des exportations	sept	93,3%	92,0%	-1,3 pt
total des importations (M FCFP)	sept	240 985	227 591	-5,6%
total des exportations (M FCFP)	sept	106 893	90 862	-15,0%
taux de couverture	sept	44,36%	39,92%	-4,4 pts
recettes douanières (M FCFP)	sept	34 064	36 973	8,5%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	sept	229 322	239 257	4,3%
M1	sept	244 131	255 374	4,6%
M2	sept	343 878	359 034	4,4%
Dépôts à termes	sept	177 077	200 230	13,1%
M3	sept	521 091	561 704	7,8%
P1	sept	3 900	3 881	-0,5%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	5,46%	5,36%	-0,10 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,58%	4,20%	-0,38 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,63 %	4,70 %	0,07 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	ns	ns	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	862 507	920 141	6,7%
Ménages	juin	371 959	395 785	6,4%
dont crédits à la consommation	juin	69 362	72 136	4,0%
dont crédits à l'habitat	juin	297 652	317 881	6,8%
Entreprises	juin	409 560	435 712	6,4%
dont crédits d'exploitation	juin	77 295	83 247	7,7%
dont crédits d'investissement	juin	218 507	230 640	5,6%
dont crédits à la construction	juin	101 256	109 046	7,7%
Collectivités locales	juin	47 887	54 132	13,0%
dont d'investissement	juin	43 897	52 713	20,1%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	14 332	14 771	3,1%
créances douteuses brutes	juin	18 769	19 741	5,2%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,2%	2,1%	-0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	626 008	640 252	2,3%
Ménages	juin	332 928	350 776	5,4%
Sociétés	juin	201 003	197 036	-2,0%
Autres agents	juin	92 077	92 440	0,4%
dont assurances-vie	juin	99 381	101 819	2,5%

(p) : provisoire (a) : actualisé

2 – Actualité régionale

Inauguration de la BRED à Suva

Dans une démarche de diversification internationale, le groupe BRED, a inauguré sa 1^{ère} succursale à Fidji en octobre dernier, après ses implantations au Vanuatu, à Djibouti et au Laos. Située en plein centre ville dans la capitale Suva, cette filiale de la banque française marque une nouvelle étape dans le développement du secteur financier fidjien. Selon le Gouverneur de la banque centrale, cette nouvelle implantation témoigne de la confiance des investisseurs étrangers envers Fidji et introduit une concurrence sur le marché local jusqu'ici dominé par des établissements bancaires d'intérêts australiens et néo-zélandais (Westpac, ANZ). Parallèlement il est prévu l'ouverture de nouvelles succursales dans les prochains mois à Nandi, à Lautoka, etc. Le coût de l'investissement est estimé à près de 20 millions d'euros.

Record de fréquentation à Guam

Le Territoire américain de Guam a franchi le cap du million de visiteurs en octobre dernier. Ce niveau de fréquentation touristique est le plus important du Pacifique insulaire. La clientèle provient essentiellement du Japon, de la Corée et plus récemment de la Chine.

L'impact de la base militaire, véritable plateforme du Pacifique Nord-Ouest, est déterminante au regard des mouvements observés.

Les énergies renouvelables dans les îles du Pacifique

L'archipel de Tokelau vient d'achever fin octobre son projet 100 % solaire. Tokelau devient désormais le 1^{er} territoire à être alimenté à l'énergie solaire. Selon la ministre des affaires étrangères, Murray McCully, le financement de l'opération représente une enveloppe d'environ 600 millions d'euros, alors que la facture annuelle du diesel pour la production d'électricité est estimée à 660 000 euros.

Parallèlement, des enveloppes provenant d'un fonds japonais ont été accordées à hauteur de 4 millions de dollars US pour Palau, et 3 millions pour les îles Marshall afin de permettre la production d'eau potable à partir de l'eau de mer en utilisant des osmoseurs alimentés à l'énergie solaire.

3 – Brèves locales

La Reef Shipping à Wallis et Futuna

Reef Shipping est une compagnie internationale maritime basée en Nouvelle-Zélande qui assure le transport de fret depuis plus de 50 ans dans les îles du Pacifique. Le bateau armé par la compagnie est le REEF Nauru II ; il assure la livraison des marchandises sur différentes destinations dont Fidji, Tuvalu, Kiribati, les îles Marshall... en passant par Wallis-et-Futuna. Le REEF Nauru II est un porte container long de 100 mètres qui peut transporter jusqu'à 4600 tonnes de marchandises. Sa fréquence de rotation varie entre 3 et 4 semaines. La nouvelle voie maritime existe depuis le mois de septembre 2012, le prochain bateau est prévu pour fin novembre prochain.

Conférence maritime à Nouméa

Le début du mois de novembre a été marqué par la tenue d'une conférence maritime organisée à Nouméa en présence de M. Michel AYMERIC, Secrétaire Général de la Mer, autorité nationale rattachée au premier ministre, en charge de la coordination de l'action en mer.

Monsieur le Préfet, Administrateur Supérieur du Territoire ainsi que le Sénateur assistaient à cette conférence.

Sur fond de transfert de compétences maritimes à la Nouvelle Calédonie différents sujets ont été abordés se rapportant aux grands enjeux maritimes et à la rédaction d'une feuille de route pour l'action de l'Etat en Mer, la gestion des zones économiques, la surveillance et la protection des zones maritimes ainsi que la sécurité.

L'inflation sur le Territoire

L'indice des prix à la consommation (l'IPC) calculé par le Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (STSEE), s'élève au 30 septembre 2012 à 114,40, soit une hausse trimestrielle de 1,3%. Sur un an, l'IPC croît de 5,3 %. Cette évolution des prix est tirée par les prix des produits alimentaires, avec une évolution trimestrielle de 2 %, suivie des prix des services qui affichent une augmentation de 1,5 % par rapport au deuxième trimestre.

Le Prix des hydrocarbures

Depuis le 1^{er} novembre, le prix du litre d'essence s'élève à 213 F CFP enregistrant une baisse de 1,4 % par rapport à sa dernière révision en octobre, et + 5,1 % en glissement annuel (arrêté n° 374-2012 du 29/10/2012). Dans le même temps, le prix de vente du gazole routier diminue de 5 F CFP à 201 F CFP le litre tandis qu'une hausse de 7,4 % des prix est observée sur les douze derniers mois. Le gazole vendu à EEWf s'établit à 165 F CFP contre 171 le mois dernier.

Publications

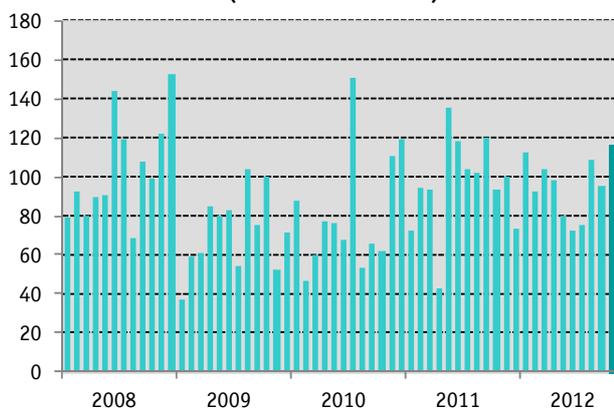
L'observatoire des tarifs bancaires-Octobre 2012 est téléchargeable sur le lien suivant : http://www.ieom.fr/IMG/pdf/tarifs_bancaires_com_du_pacifique_10_2012.pdf.

4 – Les indicateurs de référence

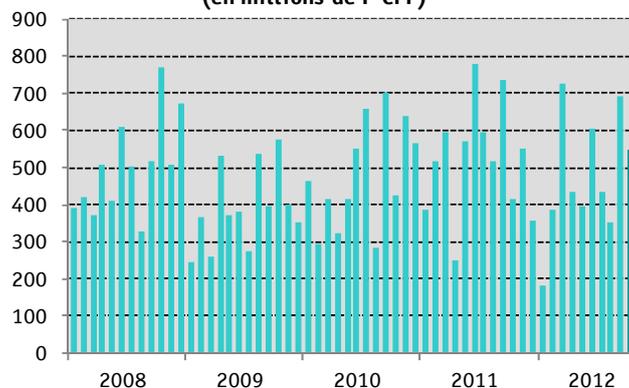
			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)			3T 12	114,40	-	5,4%
SMIG mensuel en XPF			nov-12	86 109	-	4,7%
Nombre d'emplois salariés			juin-12	2 036	-	-0,9%
Echanges extérieurs (millions de XPF)						
Importations	mensuelles	oct-12	545	-21,1%	31,5%	
	cumulées	oct-12	4 750	-	-11,3%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	oct-12	116	22,2%	24,3%	
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	oct-12	955	-	-2,1%	
Taxes intérieures de consommation	cumulées	oct-12	382	-	11,2%	
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an	
Energie						
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	sept-12	1 426	-9,8%	-10,4%	
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	695	25,0%	8,1%	
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	oct-12	171	24,7%	3,0%	
Transports						
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	oct-12	2 734	-7,7%	9,4%	
	cumulé	oct-12	24 191	-	1,3%	
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	oct-12	1 407	1,6%	31,1%	
	cumulé	oct-12	11 547	-	2,6%	
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	oct-12	5	25,0%	25,0%	
	cumulées	oct-12	32	-	6,7%	
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	oct-12	21	61,5%	320,0%	

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



Importations
(en millions de F CFP)

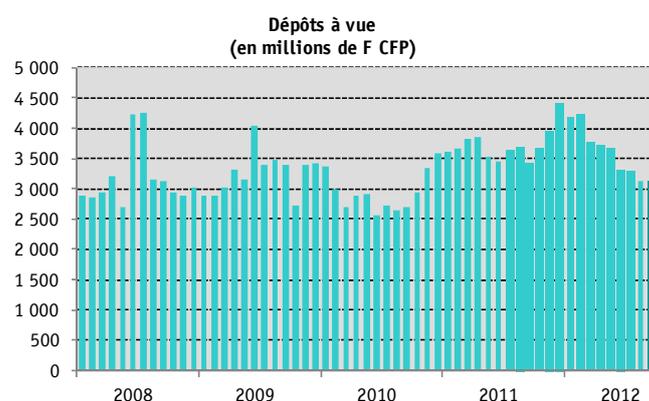
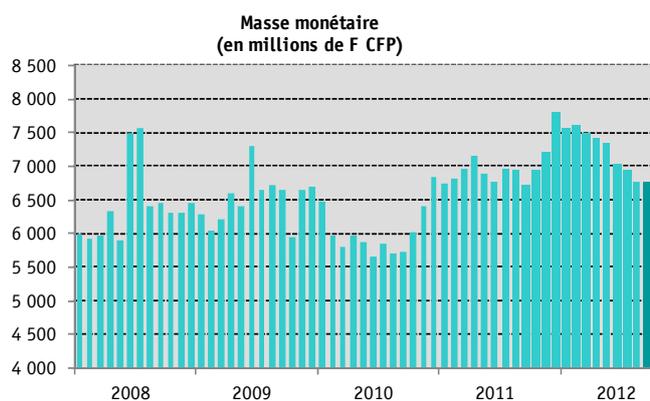


5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Baisse des dépôts à vue sur l'année

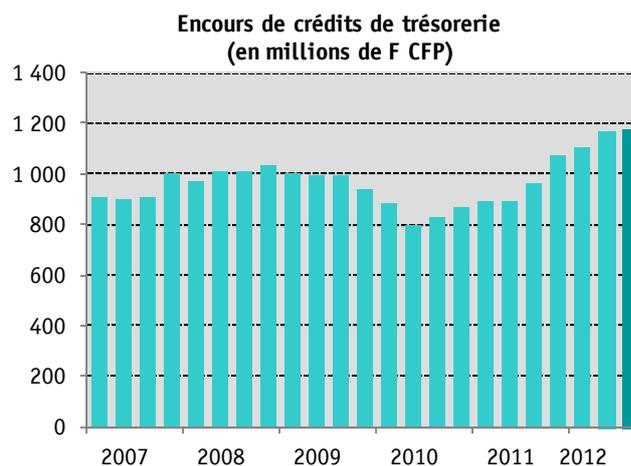
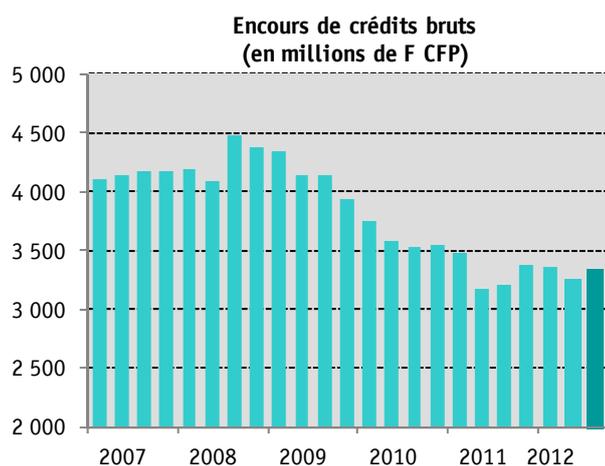
en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 103	2 158	2 151	-0,3%	2,3%
Dépôts à vue	3 419	3 129	3 132	0,1%	-8,4%
Total M1	5 522	5 288	5 284	-0,1%	-4,3%
M2-M1	569	492	499	1,4%	-12,3%
Total M3	6 719	6 764	6 767	0,0%	0,7%



Concours de caractère bancaire

Hausse des crédits de trésorerie et baisse des crédits à l'équipement

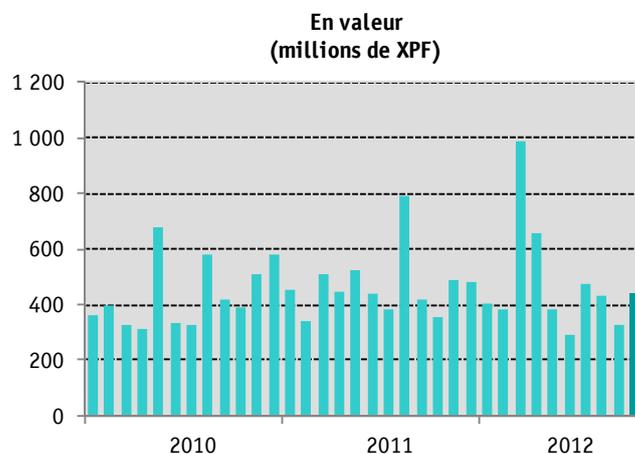
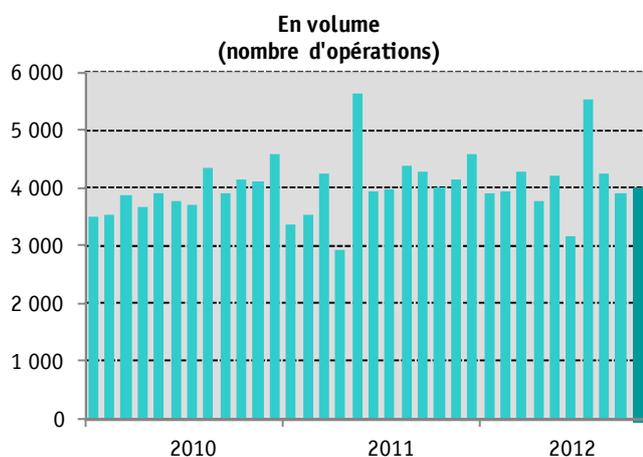
en millions de F CFP	sept-10	sept-11	sept-12	▲/an
Crédits de trésorerie	826	961	1 173	22,1%
Crédits à l'équipement	1 325	1 097	969	-11,7%
Crédits à l'habitat	374	366	531	45,0%
Autres crédits	230	197	172	-12,4%
Total encours sain	2 754	2 621	2 846	8,6%
Créances douteuses brutes	777	592	493	-16,7%
Total encours brut	3 531	3 214	3 339	3,9%



Compensation

Augmentation soutenue des opérations de compensation

	oct-11	sept-12	oct-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 995	3 918	4 022	41 029	2,7%	0,7%
Compensation (en millions de CFP)	356	326	436	4 771	33,8%	22,6%



Incidents bancaires

Hausse des incidents de paiement par chèque

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	cumul 2012	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	121	47	95	900	102,1%	-21%
Retraits de cartes bancaires	0	0	0	10	-	-

Interdits bancaires

Diminution du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	417	417	402	-3,6%	-3,6%
- dont personnes physiques	408	406	392	-3,4%	-3,9%
- dont personnes morales	9	11	10	-9,1%	11,1%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes valides

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Cotes valides	25	37	43	16,2%	72,0%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	6	10	12	20,0%	100,0%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2011	2012	▲/an
<u>Indicateurs économiques</u>				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	3Trim	108,55	114,40	5,4%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	octobre	9	10	11,1%
importations de biens d'équipement (M XPF)	octobre	788	527	-33,1%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	octobre	96	20	-78,8%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	octobre	68	47	-30,9%
Ménages				
emploi salarié (nb)	juin	2 055	2 036	-0,9%
dont secteur privé	juin	837	807	-3,6%
dont secteur public	juin	1 205	1 229	2,0%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	octobre	486	510	4,7%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	octobre	408	392	-3,9%
décision retrait cartes bancaires	octobre	9	10	11,1%
incidents paiements sur chèques	octobre	1 091	900	-17,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	octobre	1 427	1 280	-10,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	octobre	775	690	-11,0%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	octobre	255	287	12,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	octobre	64	94	46,9%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	octobre	5 356	4 750	-11,3%
exportations	octobre	-	-	-
recettes douanières	octobre	1 330	1 350	1,5%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée (millions de XPF)	octobre	976	955	-2,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	octobre	343	382	11,2%
<u>Indicateurs financiers</u>				
La masse monétaire				
Dépôts à vue	septembre	3 419	3 132	-8,4%
M1	septembre	5 522	5 284	-4,3%
M2	septembre	6 091	5 783	-5,1%
Dépôts à terme	septembre	628	984	56,8%
M3	septembre	6 719	6 767	0,7%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	septembre	1 298	1 589	22,5%
<i>dont crédits à la consommation</i>	septembre	977	1 189	21,7%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	septembre	321	401	24,9%
Entreprises	septembre	955	939	-1,7%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	septembre	66	34	-48,6%
<i>dont crédits d'investissement</i>	septembre	808	713	-11,7%
Collectivités locales	septembre	289	256	-11,6%
Autres agents et CCB non ventilés	septembre	80	63	-21,6%
créances douteuses brutes	septembre	592	493	-16,7%
taux de créances douteuses	septembre	18,4%	14,8%	-3,7 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	septembre	2 913	2 942	1,0%
<i>dont assurances-vie</i>	septembre	947	978	3,2%
Sociétés	septembre	1 480	1 293	-12,7%
Autres agents	septembre	3 822	2 170	-43,2%

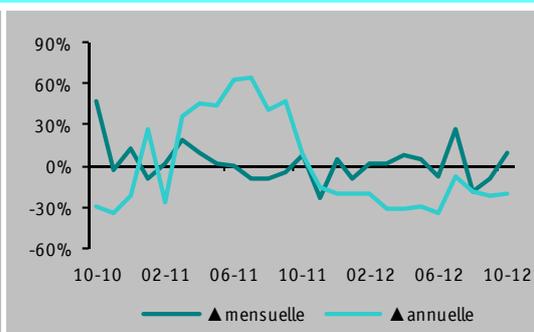
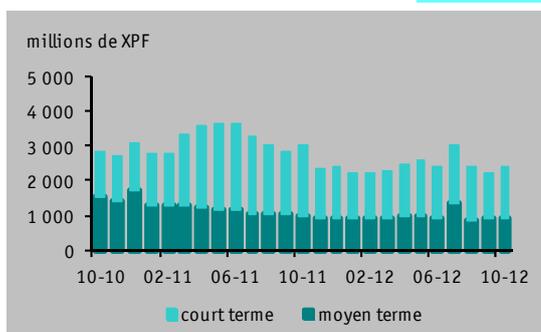
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

En hausse sur le mois d'octobre, mais repli en glissement annuel

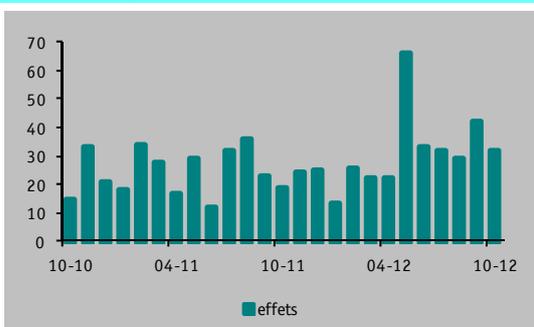
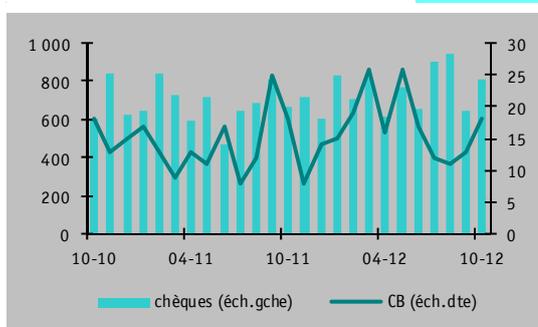
en millions de F CFP	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	2 080	1 297	1 507	16,2%	-27,5%
Utilisations à moyen terme	927	888	890	0,3%	-4,0%
Refinancement total	3 006	2 185	2 397	9,7%	-20,3%



Incidents de paiement

Forte augmentation des incidents de paiement sur les chèques

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	702	688	858	24,7%	22,2%
- sur chèques	665	646	808	25,1%	21,5%
- sur effets	19	29	32	10,3%	68,4%
- retraits de cartes bancaires	18	13	18	38,5%	0,0%



Interdits bancaires

Stabilisation des interdits bancaires sur le mois

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 526	3 547	3 529	-0,5%	0,1%
- dont personnes physiques	3 107	3 075	3 058	-0,6%	-1,6%
- dont personnes morales	419	472	471	-0,2%	12,4%

Cotation

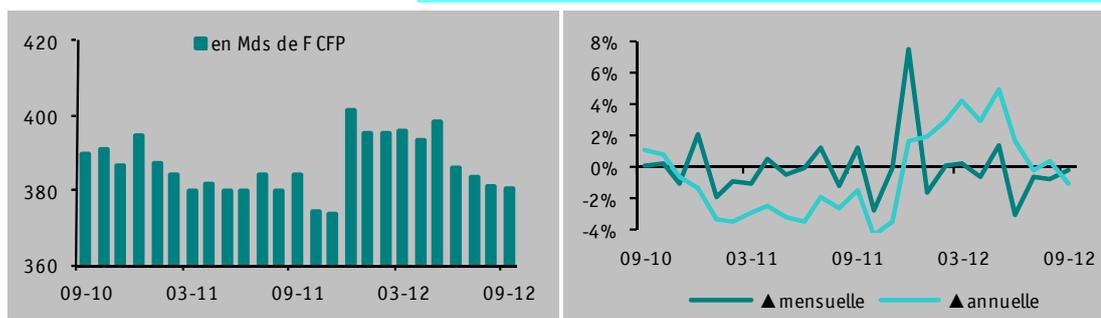
Repli sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au refinancement

en nombre	oct-11	sept-12	oct-12	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	7 049	7 681	7 706	0,3%	9,3%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 172	1 533	1 349	-12,0%	15,1%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 537	1 817	1 776	-2,3%	15,5%

Masse monétaire

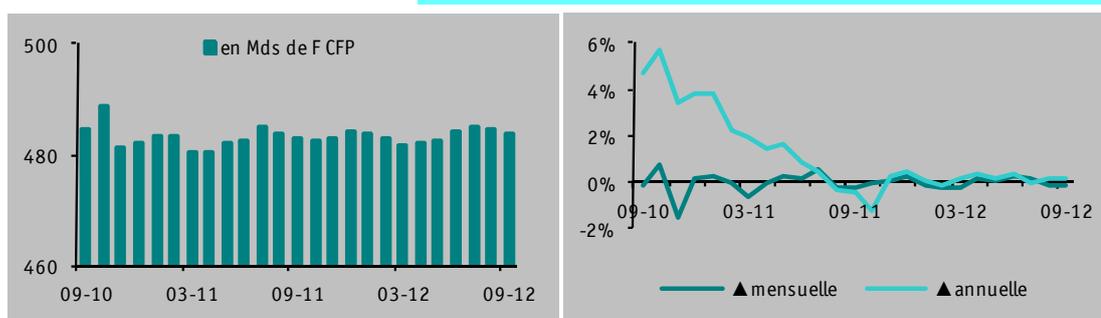
Repli des dépôts à terme sur le mois

en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 846	15 225	15 050	-1,2%	1,4%
Dépôts à vue	150 885	139 548	144 504	3,6%	-4,2%
Comptes sur livrets	101 032	100 596	100 566	0,0%	-0,5%
Comptes d'épargne logement	305	348	342	-2,0%	12,1%
Dépôts à terme	113 542	123 155	117 700	-4,4%	3,7%
Autres	3 696	2 083	2 146	3,0%	-41,9%
Total M3	384 306	380 955	380 307	-0,2%	-1,0%

Concours des banques locales à l'économie

Stagnation de l'encours global

en millions de F CFP	sept-11	août-12	sept-12	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	134 420	128 047	126 545	-1,2%	-5,9%
Crédits d'équipement	62 598	67 073	67 517	0,7%	7,9%
Crédits à l'habitat	158 552	162 786	162 902	0,1%	2,7%
Autres crédits	70 996	66 821	66 713	-0,2%	-6,0%
Créances dout. brutes	56 307	59 685	60 045	0,6%	6,6%
Total CCB	482 873	484 411	483 723	-0,1%	0,2%



3 – Brèves économiques locales

Démographie

Recensement de la population

Le recensement, mené par l'ISPF et l'INSEE du 22 août au 18 septembre 2012, a chiffré la population légale de la Polynésie française à 268 270 habitants, soit 8 674 personnes de plus (+3,3 %) qu'au précédent recensement en 2007. Selon les premiers résultats, 75 % de la population est concentrée sur l'île de Tahiti et Moorea. Faa'a reste la commune la plus peuplée avec 29 687 habitants malgré une baisse de 0,55 %. En hausse de 8,5 %, la population de Punaauia compte 27 613 habitants et devance Papeete dont la population recule de 1 % pour s'établir à 25 769 personnes.

Infrastructures

Projets de rénovation à l'aéroport de Tahiti-Faa'a

La société Aéroport de Tahiti (ADT) va investir plus d'un milliard de F CFP pour rénover l'aéroport de Tahiti-Faa'a. Les travaux prévus comprennent la reconstruction des quatre postes avions en face de l'aérogare international et la réfection de la piste, qui sera étalée sur deux ans. Ces travaux seront financés en grande partie par les recettes des prestations issues de l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faa'a.

Emploi

Création d'une nouvelle aide à l'emploi

Le 19 octobre, les élus de l'assemblée ont voté la création d'une nouvelle aide à l'emploi : le stage expérience professionnelle (SEP). D'une durée de 4 mois, il s'adresse aux jeunes de 16 ans à 26 ans, sans emploi, sans expérience professionnelle et ayant terminé leur formation. La durée hebdomadaire de l'activité et le montant brut de l'indemnité seront fixés par arrêté pris en conseil des ministres.

Le SEP doit être financé par un redéploiement des crédits affectés aux actions en faveur de l'emploi et de l'insertion professionnelle.

Finances publiques

Versement du solde de la dotation globale d'ajustement

A l'issue de la réunion du comité de suivi du plan de redressement, qui s'est tenue au ministère des Outre-mer, une convention a été signée entre l'Etat et le Pays. Dans la continuité des grands objectifs de redressement des finances de la Polynésie française, il prévoit le versement du solde de la dotation exceptionnelle d'ajustement, soit 4,1 milliards de F CFP. Il précise également les modalités et les conditions d'octroi d'un prêt à l'investissement de 4,8 milliards de F CFP destiné à relancer la commande publique.

Extension de l'aide au parent au foyer

Jusqu'à présent réservée aux familles monoparentales, l'aide au parent au foyer est étendue à toutes les familles les plus démunies à compter du 6 novembre 2012. Comprise entre 30 000 et 45 000 F CFP par mois en fonction du nombre d'enfants à charge, elle est versée à toute famille dont les revenus journaliers n'excèdent pas 812 F CFP par personne, à condition que l'un des parents s'occupe des enfants et exerce une activité à domicile.

Education

Partenariat pour la recherche à l'UPF

Début novembre, l'Université de la Polynésie française (UPF) doit conclure deux accords de partenariat avec l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE) et le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS). Le premier concerne la formation, la recherche et sa valorisation. Le second, signé avec le CNRS, devrait aboutir à la création d'un site « d'étude en écologie globale », dédié aux recherches archéologiques menées à Ua Huka (Marquises).

4 – Brèves économiques régionales

Australie : prévisions de croissance

Révision à la baisse des prévisions de croissance du gouvernement australien

Fin octobre, les pouvoirs publics australiens ont révisé leur prévision de croissance du PIB pour l'exercice budgétaire 2012/13 à 3 % contre 3,25 % au mois de mai dernier. Le secrétaire d'Etat au Trésor estime que la mollesse de la conjoncture mondiale, liée à la faiblesse de la reprise américaine et à la crise européenne, pèse sur les cours des matières premières, et par conséquent sur les recettes à l'export du pays.

Néanmoins, les perspectives du gouvernement restent optimistes car l'économie australienne continue de bénéficier du dynamisme des pays émergents. L'estimation de surplus budgétaire est ramenée à 1,1 milliard de dollars australiens contre 1,5 précédemment.

Australie : évolution des prix

Hausse de l'indice des prix à la consommation de 1,4 % au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) progresse de 1,4 % (+ 0,5 % au deuxième trimestre), au-dessus des anticipations (+ 1 %). Le secteur du logement (+3,2 %) est le principal contributeur de ce mouvement, notamment ses composantes électricité (+15,3%) et gaz (+ 14,2 %), suivi par la santé (+2,4%) et l'alimentaire (+ 1,9 %). Les plus fortes baisses proviennent des carburants automobiles (-3,9 %). En rythme annuel, le CPI augmente de 2% (+ 1,2% au trimestre précédent).

Nouvelle-Zélande : prix à la consommation

Indice des prix à la consommation en légère progression au troisième trimestre 2012

Au troisième trimestre 2012, l'indice des prix à la consommation (CPI) augmente de 0,3 %. La plus forte contribution à la hausse est due à l'alimentaire (+ 1,1 %) et au logement (+ 0,8 %). A l'inverse, les prix des transports (- 1,1 %) jouent un effet modérateur.

En glissement annuel, les prix s'accroissent de seulement 0,8 %, la plus faible évolution depuis le dernier trimestre 1999 (+ 0,5 %).

Les indicateurs de référence

Indicateurs macroéconomiques

Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	oct-12	106,3	106,6	106,8	0,2%	0,5%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	août-12	118,0	114,9	115,2	0,3%	-2,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	sept-12	1 032	1 560	791	-49,3%	-23,4%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	sept-12	12 729	16 358	11 893	-27,3%	-6,6%

(source : ISPF)

Entreprises

Importations de biens d'équipement (M F CFP)	sept-12	2 016	3 465	1 604	-53,7%	-20,5%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	sept-12	120	60	45	-24,8%	-62,3%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	sept-12	135	100	104	4,0%	-23,0%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	oct-12	419	472	471	-0,2%	12,4%

(sources : ISPF, IEOM)

Ménages

Importations de biens de consommation courante (M CFP)	sept-12	2 033	2 103	1 868	-11,2%	-8,1%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	sept-12	2 957	3 646	2 669	-26,8%	-9,8%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	sept-12	345	233	253	8,6%	-26,7%
Personnes physiques en interdiction bancaire	oct-12	3 107	3 075	3 058	-0,6%	-1,6%

(sources : ISPF, IEOM)

Secteurs

Agriculture

Exportations de perles brutes (en M F CFP)	sept-12	559	1 091	375	-65,6%	-33,0%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	sept-12	89	200	157	-21,7%	76,4%

BTP

Importations de ciment (en M F CFP)	sept-12	43	137	100	-27,3%	131,8%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	sept-12	143	186	129	-30,7%	-9,5%

Industrie

Exportations de mono en vrac et conditionné (en M F CFP)	sept-12	2	21	15	-28,7%	689,2%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	sept-12	76	44	29	-34,7%	-61,9%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	sept-12	70	14	28	103,7%	-59,9%

Tourisme

Nombre de touristes	août-12	15 372	16 979	16 002	-5,8%	4,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	oct-12	60,1%	71,1%	67,4%	-3,7 pts	7,3 pts

(sources : ISPF, CPH)

Indicateurs financiers

(Encours banques locales en M FCFP)

Dépôts

Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	sept-12	56 325	56 238	57 027	1,4%	1,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	sept-12	95 465	94 477	94 505	0,0%	-1,0%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept-12	57 805	62 550	61 700	-1,4%	6,7%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	sept-12	76 147	68 890	70 128	1,8%	-7,9%
	<i>Dépôts à terme</i>	sept-12	43 345	45 552	44 307	-2,7%	2,2%

Encours bancaires

Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-12	80 344	77 457	76 824	-0,8%	-4,4%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	sept-12	136 857	141 847	142 097	0,2%	3,8%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	sept-12	52 324	48 841	48 175	-1,4%	-7,9%
	<i>Crédits d'équipement</i>	sept-12	53 949	57 950	58 501	1,0%	8,4%

(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	11/07/2012
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,75%	11/07/2012
taux de la facilité de prêt marginal	1,50%	11/07/2012

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	24/07/2012	0,75%	3,50%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	4,70% à 5,15% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	24/07/2012	1,50%	
taux de l'escompte de chèques	24/07/2012	1,50%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		taux date d'effet	
	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		taux	date d'effet	
EONIA	0,0880%	0,0950%	- 0,007 pt	0,8170%	- 0,729 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001	
EURIBOR 1 mois	0,1100%	0,1150%	- 0,005 pt	0,7820%	- 0,672 pt	banques locales			
EURIBOR 3 mois	0,1980%	0,2210%	- 0,023 pt	1,0060%	- 0,808 pt	taux d'intérêt légal	taux JORF		
EURIBOR 6 mois	0,3910%	0,4420%	- 0,051 pt	1,2270%	- 0,836 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012	
EURIBOR 12 mois	0,6210%	0,6900%	- 0,069 pt	1,5070%	- 0,886 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011	

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions	
	30/10/2012	27/09/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		
TEMPE	0,0909%	0,1003%	- 0,009 pt	0,4902%	- 0,402 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average	
EURIBOR 1 mois	0,1110%	0,1190%	- 0,008 pt	0,8110%	- 0,700 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA	
EURIBOR 3 mois	0,2080%	0,2470%	- 0,039 pt	1,0220%	- 0,814 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate	
EURIBOR 6 mois	0,4110%	0,4850%	- 0,074 pt	1,2510%	- 0,840 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)	
EURIBOR 12 mois	0,6500%	0,7410%	- 0,091 pt	1,5260%	- 0,876 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)	
TMO	2,4300%	2,5100%	- 0,080 pt	3,5900%	- 1,160 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)	
TME	2,2300%	2,3100%	- 0,080 pt	3,3900%	- 1,160 pt		
TRBOSP	2,4500%	2,4800%	- 0,030 pt	3,6500%	- 1,200 pt		

taux des euro-monnaies									
devise	USD			JPY			GBP		
date	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011	30/10/2012	27/09/2012	31/12/2011
taux JJ	0,085%	0,100%	0,110%	0,096%	0,100%	0,035%	0,525%	0,575%	0,555%
3 mois	0,400%	0,525%	0,680%	0,189%	0,192%	0,140%	0,740%	0,905%	1,100%
10 ans emprunts phares	1,730%	1,640%	1,870%	0,770%	0,790%	0,800%	1,830%	1,720%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er octobre 2012)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	13,11%
Prêts immobiliers	seuil de l'usure	Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	11,20%
Prêts à taux fixe	5,99%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,09%
Prêts à taux variable	5,64%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,09%
Prêts-relais	5,89%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,01%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,30%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,81%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,58%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	17,67%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	16,75%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	14,84%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE									
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR									
Dernier cours fin de mois									
100 JPY/XPF	114,9853	1 USD/XPF	91,8431	1 NZD/XPF	75,4786	1 HKD/XPF	11,8506	1 GBP/XPF	147,9625
		1 AUD/XPF	95,2520	1 SGD/XPF	75,2739	100 VUV/XPF	98,1539	1 FJD/XPF	51,6588

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE
Éditeur et imprimeur IEOM – 164, rue de Rivoli - 75001 PARIS
Achevé d'imprimer le 20 novembre 2012 – Dépôt légal : novembre 2012 – N°ISSN 1955-8376

